

ALLEMAGNE : UNE RÉCESSION ÉVITÉE DE JUSTESSE

Sabine Le Bayon

Département analyse et prévision

L'Allemagne est à nouveau rattrapée par la récession de ses partenaires européens. Sa situation économique interne lui permettrait de conserver une croissance positive (+0,8% en 2012 puis +0,6 % en 2013), mais la baisse du taux de chômage serait stoppée et l'investissement productif se contracterait à la suite du recul des commandes, imputable aux restrictions budgétaires menées dans la plupart des grands pays développés, et principalement en Europe. L'impulsion budgétaire nationale serait en revanche faiblement négative, grâce à une situation budgétaire favorable, avec un déficit public de l'ordre de 0,6 % du PIB en 2012. Au final, le ralentissement de la croissance va mécaniquement augmenter le chômage partiel et limiter le rattrapage des salaires initié en 2011 et le timide mouvement de reprise de la consommation privée qui s'était enclenché.

Le commerce hors zone euro a tiré la croissance

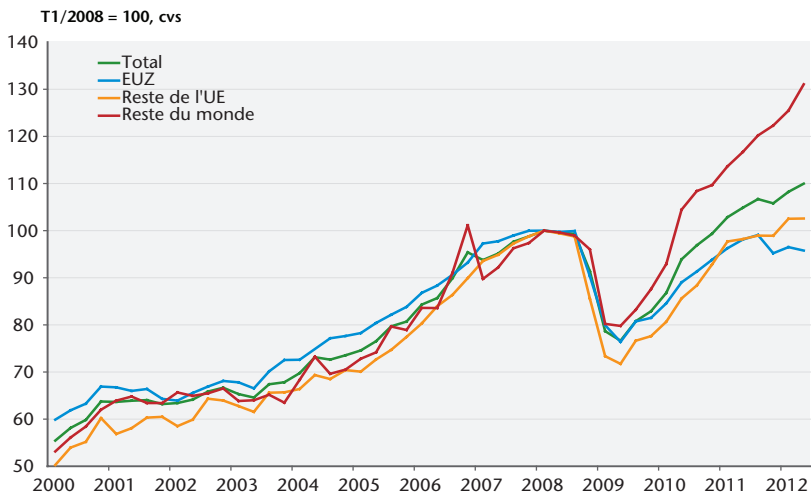
Le premier semestre 2012 a été mitigé : la croissance a été positive (0,5 % au premier trimestre puis 0,3 % au suivant), soutenue en partie par la consommation privée et surtout par les exportations, mais l'investissement productif a reculé. La consommation a bénéficié d'un salaire réel par tête assez dynamique (hausse de 0,5 % puis de 0,9 %) ¹ dans un contexte désinflationniste et d'une légère baisse du taux d'épargne, ce qui a plus que compensé la baisse des revenus du patrimoine. L'emploi a continué de progresser (0,3% en moyenne par trimestre) et le taux de chômage

1. La productivité par tête s'est au contraire quasiment stabilisée (0,1 % puis 0,2 %), se traduisant par une hausse des coûts salariaux unitaires réels.

s'est réduit à 6,8 % en août 2012 selon l'Agence pour l'emploi, dans un contexte où le taux d'activité continuait de progresser. Les créations d'emplois ont concerné tant l'industrie que le bâtiment ou les services (essentiellement marchands). Mais la situation dans l'industrie reste précaire : non seulement l'emploi et la production restent bien inférieurs à leur niveau d'avant-crise, mais la production baisse depuis fin 2011, ce qui présage d'un retournement de l'emploi dans ce secteur. Concernant les services marchands, l'emploi et la production sont nettement supérieurs au niveau d'avant-crise et continuent de progresser. Mais la hausse de l'emploi a été telle que la productivité n'a que peu récupéré la perte due à la crise, et le taux de marge, bien que toujours élevé, est en baisse constante.

Les exportations en valeur vers la zone euro se sont quasiment stabilisées après leur chute de fin 2011. Néanmoins, elles ont continué de chuter fortement vers l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Le dynamisme des exportations est donc principalement dû à la forte croissance vers les pays hors Union européenne (graphique). Au final, les exportations totales en volume ont tout de même progressé de 1,2 % au premier trimestre 2012 puis de 2,5 % au suivant.

Graphique. Exportations allemandes en valeur



Source : Destatis.

La restriction européenne va enrayer la croissance allemande

Les perspectives pour la fin de l'année 2012 sont mal orientées. Tout d'abord, l'indice IFO du climat des affaires baisse depuis mai 2012 et le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie est repassé sous sa moyenne de long terme. Ensuite, le recul des commandes dans le secteur manufacturier (de 5,5 % au deuxième trimestre 2012 sur un an) concerne tant celles en provenance d'entreprises nationales (-7,1 %) que celles de la zone euro (-12,7 %). Seules les commandes hors zone euro résistent (+1,8 %).

Ceci va se traduire par la poursuite du recul de l'investissement productif fin 2012 et sa stabilisation en 2013 ainsi que par le ralentissement important des exportations. Selon nos calculs, l'impact de la restriction budgétaire menée dans les grands pays développés sur le PIB allemand atteindrait 1,7 point en 2012 comme en 2013. Le ralentissement de la croissance va essentiellement se répercuter sur le marché du travail *via* la réduction de l'interim et des contrats à durée déterminée et la reprise du chômage partiel. Plusieurs grandes entreprises industrielles ont annoncé récemment avoir recours à ce mécanisme qui permet de bénéficier d'une aide de l'État durant six mois et une montée en puissance pourrait intervenir dans les prochains mois², ce qui pèserait sur le pouvoir d'achat des salariés. Ces derniers vont toutefois bénéficier des accords négociés en 2011 (3 % de hausses de salaires selon l'institut WSI) et début 2012 (avec des augmentations comprises entre 2,3 % et 4,5 % selon les secteurs). Les primes seraient en revanche moindres que précédemment³. Nous inscrivons en prévision des hausses effectives de salaires horaires effectifs de 2,7 % en 2012 puis 2,6 % en 2013. Conjointement avec la poursuite de la désinflation (1,3 % en 2013, après 2 % en 2012), ceci contrecarrerait l'impact de la baisse des heures travaillées et constituerait un timide soutien à la consommation des ménages.

L'impulsion budgétaire ne serait que faiblement négative en 2012 et 2013, du fait des marges de manœuvre permises par la bonne tenue des recettes fiscales et des cotisations sociales en 2011

2. Début 2012, le nombre de chômeurs partiels était encore faible (229 000) au regard du pic de 1,4 millions en 2009, lié à l'extension du mécanisme au plus fort de la crise.

3. Les négociations salariales portent tant sur l'évolution pérenne des salaires que sur des primes forfaitaires collectives, indépendamment des résultats de l'entreprise.

et au début 2012. L'Allemagne a en effet affiché un excédent public au premier semestre 2012 pour la première fois depuis le début de la crise. Le gouvernement a d'ailleurs revu à la baisse son objectif de déficit pour 2012 à -0,5 % du PIB en juillet dernier, malgré le versement de 8,7 milliards d'euros pour les deux premières tranches de sa contribution au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES). Après la baisse de 2011 (à 81,2 % du PIB), la dette publique augmenterait en 2012, du fait de la prise en charge par la structure publique de défaisance EAA (Erste Abwicklungsanstalt) d'une partie des actifs de la banque régionale West LB au 30 juin 2012, après son démantèlement.

Malgré une croissance inférieure à la croissance potentielle en 2013 (respectivement 0,6 % et 1,3 %), le solde public resterait contenu en 2013 à - 0,7 % du PIB selon nos prévisions. Il bénéficierait notamment de la diminution des charges d'intérêt (de 0,2 point) à la suite de la forte baisse des taux publics allemands entamée mi-2011 et qui s'est accentuée en 2012 (avec un taux moyen de 1,6 % pour les taux à 10 ans sur les huit premiers mois de l'année, contre 2,8 % en moyenne en 2010).

Allemagne : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2011				2012				2013				2010	2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	1,2	0,5	0,4	-0,1	0,5	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	4,0	3,1	0,8	0,6
PIB par tête	1,2	0,4	0,4	-0,2	0,5	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,3	0,3	0,3	4,2	3,1	0,8	0,7
Consommation des ménages	0,7	-0,5	1,3	-0,3	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8	1,7	0,8	0,7
Consommation publique	0,1	0,6	0,2	0,5	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,0	1,0	0,4
FBCF totale dont	4,0	0,3	0,5	0,8	-0,9	-1,0	-0,2	0,0	0,3	0,5	0,5	0,5	5,8	6,4	-0,9	0,7
Productive privée	0,9	1,2	1,8	0,1	-1,1	-1,6	-0,9	-0,6	0,1	0,6	0,6	0,6	9,5	7,2	-1,7	-0,3
Logement	7,3	0,4	-0,1	1,0	1,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	4,4	6,5	2,6	1,0
Publique	1,3	-4,6	-1,2	2,2	-10,9	-1,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	-0,9	-1,5	-10,9	5,0
Exportations de biens et services	2,7	0,5	2,1	-0,5	1,2	2,5	0,3	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	13,4	7,9	4,2	2,7
Importations de biens et services	2,3	2,2	1,7	-0,4	-0,2	2,1	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	10,9	7,5	3,0	3,1
Variations de stocks, en points de PIB	0,2	1,5	0,7	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,2	0,2
Contributions																
Demande intérieure hors stocks	1,2	-0,1	0,8	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	1,8	2,3	0,5	0,6
Variations de stocks	-0,3	1,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,2	-0,5	0,0
Commerce extérieur	0,4	-0,7	0,3	0,0	0,7	0,3	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,6	0,8	0,0
Prix à la consommation (IPCH)*	2,2	2,5	2,6	2,6	2,4	2,1	1,8	1,6	1,2	1,3	1,4	1,4	1,2	2,5	2,0	1,3
Taux de chômage, au sens du BIT	6,1	5,9	5,6	5,5	5,3	5,2	5,3	5,3	5,3	5,4	5,5	5,5	6,8	5,8	5,3	5,5
Solde courant, en points de PIB													6,0	5,7	6,0	5,4
Solde public, en points de PIB													-4,3	-1,0	-0,6	-0,7
Impulsion budgétaire													1,5	-1,4	-0,5	-0,1
PIB zone euro	0,6	0,2	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	2,0	1,5	-0,5	-0,1

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.
Sources : Bundesbank, Statistisches Bundesamt; prévision OFCE octobre 2012.

